

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté
française du 20 mai 2015 portant désignation des membres
de la Chambre de recours des enseignements officiels
subventionnés de promotion sociale et de promotion socio-
culturelle**

A.Gt 01-09-2016

M.B. 09-12-2016

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, notamment l'article 76 modifié par le décret du 10 avril 1995, complété par le décret du 08 février 1999 et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juin 2002 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 instituant les Chambres de recours dans l'enseignement officiel subventionné, modifié par le décret du 8 février 1999 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 23 novembre 1998, 8 novembre 2001 et 13 septembre 2012 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 09 février 1998 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment l'article 69 complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 décembre 1998, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 18 décembre 2001, 21 janvier 2004, 14 mai 2009, 14 octobre 2010 et 6 février 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mai 2015 portant désignation des membres de la Chambre de recours des enseignements officiels subventionnés de promotion sociale et de promotion socio-culturelle, modifié par l'arrête du Gouvernement de la Communauté française du 20 janvier 2016;

Considérant qu'il convient de procéder au remplacement d'un membre démissionnaire,

Arrête :

Article 1er. - Dans l'article 1er, 2ème tiret de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mai 2015 portant désignation des membres de la Chambre de recours des enseignements officiels subventionnés de promotion sociale et de promotion socio-culturelle, modifié par l'arrête du Gouvernement de la Communauté française du 20 janvier 2016, les mots «Mme Véronique DI DISCORDIA» sont remplacés par les mots «Mme Yasmine HADDIOU».

Article 2. - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 1er septembre 2016.



Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Directrice générale,

L. SALOMONOWICZ

